

Retour sur le modèle européen

Thierry Pech

La fin d'une histoire sainte

Nous avons, depuis plus de vingt ans, chargé l'Europe d'innombrables promesses. Ce fut certainement trop, et trop vite : le désenchantement fait aujourd'hui le jeu de ses adversaires. Il faut pourtant se remémorer les raisons pour lesquelles elle fut investie de tant d'espairs. On comprendra sans doute mieux alors les difficultés de l'heure. On comprendra peut-être aussi pourquoi le camp du « non » fait illusion.

Pendant des années, les gouvernements ont expliqué que la construction européenne accoucherait d'une croissance plus soutenue, qu'elle créerait des emplois, qu'elle nous mettrait à l'abri des caprices de la conjoncture internationale et qu'elle nous donnerait les moyens de réguler, voire d'humaniser la mondialisation. Dans l'Europe, nous serions plus forts, nous nous hisserions à la hauteur des Etats-Unis, nous retrouverions un peu de notre puissance perdue.

Les années ont passé et le miracle ne s'est pas produit. La croissance est molle, le chômage massif, et la capacité à rivaliser avec les Etats-Unis, toute théorique. L'euro permet certainement de juguler l'inflation et de protéger le pouvoir d'achat des salariés, mais le « modèle social européen » reste pour l'essentiel à inventer. Pire : l'Europe peine à garantir la paix sur l'ensemble du continent comme l'ont montré les guerres de Bosnie et du Kosovo dans les

années 1990. Et elle s'est profondément divisée sur la question irakienne.

A ce tableau pour le moins maussade, les prophètes inspirés d'hier opposent deux réponses, aussi faibles l'une que l'autre. La première : ce serait bien pire si nous ne les avions pas écoutés. Ils ont sans doute raison, mais cette ligne de défense est très en deçà des prouesses annoncées : elle vaut en soi aveu d'échec partiel. La seconde : il faudrait patienter encore quelques temps dans la salle d'attente, le miracle serait toujours devant nous. Le problème, c'est que la rhétorique de l'enchantement a besoin de quelques démonstrations concrètes et tangibles pour rester crédible. Les anciens révolutionnaires de tous bords l'ont appris à leurs dépens.

Pour défendre l'idée européenne aujourd'hui, il faut sans doute rompre avec cette rhétorique de l'enchantement qui est en réalité le symétrique optimiste du

romantisme social des actuels partisans du « non ». Mais avant d'en finir avec elle, il n'est pas inutile de se demander pourquoi nous en avons eu tellement besoin par le passé. Car cela n'était pas sans raison : si l'idée européenne a été « sur-vendue », ce ne fut pas seulement pour avancer plus vite ou pour faire adhérer le plus grand nombre à son projet, mais parce qu'elle fut la monnaie d'échange d'un triple deuil.

Le premier de ces deuils est celui de la puissance des vieux Etats-nations européens qui s'étaient déchirés dans deux guerres formidablement destructrices. Pour tourner cette page, il a fallu convaincre que la construction européenne produirait la paix à l'échelle du continent. Ce chapitre s'est pratiquement refermé il y a quelques années avec la Chute du mur de Berlin, la fin de la Guerre froide et la réunification de l'Europe. Mitterrand et Kohl se tenant la main ont consommé ce qu'il restait d'émotions commémoratives. Entre temps, nous aurons dans notre immense majorité souscrit à une sorte d'histoire sainte européenne qui veut que la paix soit œuvre communautaire, oubliant l'immense contribution militaire et financière des Etats-Unis à cette réalisation. Nous aurons également oublié que la contribution européenne à la liberté retrouvée à Madrid ou à Varsovie fut en réalité bien maigre. La vérité est que la construction européenne est un formidable instrument de pérennisation de la paix et de consolidation, voire de propagation de la démocratie – ce qui est déjà beaucoup, peut-être le plus difficile –, mais que l'Europe par elle-même semble toujours privée d'une énergie politique et géopolitique propre.

Le second deuil que l'Europe a permis de traverser à moindres frais concerne le déclin du *welfare state* keynésien sur lequel les Etats fondèrent leur reconstruction et leur cohésion sociale au sortir de la guerre. Le *welfare state* keynésien, c'est-à-dire à la fois des dispositifs de redistribution et de protection sociale, mais aussi, plus largement, une certaine emprise du politique sur l'économie et le capitalisme à l'intérieur d'un cadre national fini et cohérent. Ce modèle a commencé de se désagréger dans les années 1970 et arrive sans doute en phase terminale aujourd'hui sans qu'aucun nouveau dispositif n'ait été pensé pour le remplacer. Il aura notamment souffert de l'accélération des échanges internationaux, de l'ouverture à la compétition mondiale et de l'éclatement du cadre national comme niveau pertinent et suffisant de régulation de l'économie. Devant ces difficultés, l'idée européenne s'est imposée comme un produit de substitution providentiel : il fallait, disait-on en substance, passer par une phase de sevrage de la souveraineté économique nationale pour retrouver mieux, une souveraineté économique européenne. Du coup, l'Europe est devenue le synonyme d'un pacte implicite aux termes duquel les populations devaient renoncer à certains des attributs de la souveraineté économique en échange de nouveaux instruments : le marché unique, l'euro et la gouvernance européenne. Le débat sur le traité de Maastricht fut une étape décisive sur ce chemin. Les résistances qu'il suscita furent d'ailleurs à l'origine d'un renouveau du souverainisme républicain, à droite comme à gauche. Le paradoxe dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui

d'hui est que les forces politiques et culturelles du souverainisme semblent très affaiblies (du moins en France où il n'aura jamais trouvé d'assise sociale et électorale structurée), mais que le produit de substitution n'a guère tenu ses promesses : à la souveraineté économique nationale ne s'est substituée aucune souveraineté européenne, mais une juxtaposition de mécanismes censés juguler l'inflation, encadrer les dépenses budgétaires et garantir une concurrence loyale. Rien qui ait le visage d'une politique visionnaire. La technologie communautaire se déploie principalement dans un espace procédural.

Le troisième deuil – et ce n'est pas le moindre dans un pays comme le nôtre – est de nature idéologique. La légende dorée de la construction européenne s'est développée dans le temps même où le grand récit révolutionnaire s'épuisait, où s'éloignait la perspective d'une alternative crédible aux libéralismes politique et économique et où l'imaginaire de la toute-puissance de l'Etat s'évanouissait. Pour une grande partie des gauches européennes et singulièrement pour la gauche française, ce deuil douloureux devait trouver un exutoire, car ce n'est pas tant la « fin de l'histoire » qui menaçait, qu'à plus brève échéance celle de leur identité politique. En fait d'exutoire, il y en eut plusieurs : le développement de l'altermondialisme peut aussi s'analyser de cette manière. Mais l'Europe fut sans doute le principal auxiliaire à cette difficile digestion de l'espérance transformatrice : elle devint pour beaucoup le nouvel horizon d'un internationalisme invité à muter en plaidoyer communautaire.

Sous ces trois registres, l'idée européenne et plus encore l'imagi-

naire européen auront poussé à l'ombre d'une faillite. Ils n'en furent que plus généreusement exaltés et sanctifiés. Mais la comédie de l'enthousiasme eut bien souvent la peur pour ressort caché. Et ce fut un puissant ressort. Aujourd'hui que nous sommes conviés à formuler l'idée européenne, non plus en creux, en fuite ou comme un « tenant lieu », mais en plein et comme un projet autonome, nous hésitons. L'Europe est soudain tombée du ciel où nous l'avions accrochée pour plusieurs générations. Sa « culturalisation » à base d'histoire, de géographie et de débats sans fin sur les frontières ne serait qu'un nouveau cycle dilatoire, du reste très étranger à l'esprit de ses fondations. La Turquie se verrait-elle refuser l'intégration que nous n'aurions pas davantage de réponse à la question posée. Serions-nous même convaincus d'être historiquement européens ou culturellement judéo-chrétiens que nous n'aurions nullement progressé dans la définition d'un projet politique, social et économique commun.

Pour une Europe du réel

Disons-le clairement, nous n'avons pas de réponse commune pour l'heure. Et rien ne serait pire que de bricoler de nouveaux rêves intenables. Le quatrième et dernier deuil qu'il nous reste à consommer est peut-être bien celui du « rêve européen ». Ou plus exactement le deuil d'une conception onirique de l'Europe. Nous nous sentirons infiniment mieux lorsque nous aurons eu le courage de nous réinstaller dans le monde réel.

Ce dernier deuil ne milite d'ailleurs pas en faveur du « non », bien au contraire. Si cette position

est le point de ralliement d'une armée sans drapeau où se côtoient des communistes, des villiéristes, des altermondialistes, des trotskystes, des lepénistes et quelques vieux mercenaires républicains, vétérans du gaullisme ou de la gauche souverainiste, elle est aussi le lieu de rendez-vous d'une nouvelle illusion européenne.

Dites « non », clament les nouveaux rêveurs, et demain nous ferons l'Europe sociale autour d'une nouvelle avant-garde. La proposition serait cohérente si nous avions quelques raisons de croire qu'un nouveau « noyau dur », qu'un nouveau « premier cercle » est possible sur la base d'une conception ambitieuse – c'est-à-dire hexagonale – de l'Europe sociale : harmonisation fiscale, défense des services publics à la française, guerre aux délocalisations, etc. Mais quels seraient les partenaires de cette nouvelle aventure ? Certainement ni Tony Blair, ni Gerhard Schröder, ni même Göran Persson, le Premier ministre suédois, dont le principal combat consiste à réduire le futur budget européen à 1% du PIB. Pour ne rien dire des conservateurs français, néerlandais ou autrichiens. La solidarité n'est pas seulement un sentiment : elle exige pour commencer quelques moyens.

De fait, sous des apparences combatives, le « non » nous donne rendez-vous dans trois ou quatre ans pour un nouveau passage en chambre de dégrisement. Car, s'il venait à l'emporter, faute de réunir les forces suffisantes à l'Europe sociale pour demain matin, il porterait la lourde responsabilité d'avoir laissé en place les institutions de Nice : il aurait une nouvelle fois promis une Europe dynamique et, en

pratique, il aurait fait le lit d'une Europe en panne. Car, de tous les traités européens, celui de Nice est le seul dont on puisse dire objectivement qu'il constitue un recul par rapport à la situation antérieure.

Soyons donc modestes : les nations n'ont plus la puissance d'antan, elles n'ont plus les moyens de réguler seules l'économie et elles ne rêvent plus d'une alternative radicale au capitalisme. Le socialisme en sort certainement amaigri, mais il se consolera peut-être en considérant le naufrage du gaullisme qui fut la matrice française des imaginaires dorés de la grandeur et du volontarisme national. Dans le rétroviseur du bilan européen, c'est tout le logiciel politique hexagonal qui découvre ses rides. Le désenchantement européen a soudain vieilli notre rapport à nous-mêmes. Par là s'explique sans doute aussi le scepticisme d'un pays qui se pense « moteur ».

L'Europe ne nous rajeunira pas du jour au lendemain, mais en attendant elle fera ce qu'elle sait faire, et qui n'est pas rien : inscrire la paix et la démocratie dans la durée, aider au développement de ses régions, faire entendre la voix de sa puissance commerciale face aux Etats-Unis, à la Chine, à l'Inde... Mais pour qu'elle soit en état de marche à 25, il faut la débarrasser du compromis bancal de Nice, qui fut un compromis d'attente. Voilà l'enjeu : un petit pas de plus, les yeux grand ouverts.

Le reste appelle un long travail, non seulement sur le projet européen, mais sur une société française que le politique ne comprend plus et qui, du même coup, peine à se comprendre elle-même.